

**De la lutte à la pauvreté  
à la lutte des pauvres en  
Amérique Latine**

**par Paul Cliche**

**Note sur l'auteur :**

**Paul Cliche** est anthropologue et travaille à Développement et Paix depuis plus de 15 ans. Il est collaborateur à la CRDC depuis 2008, date à laquelle nous avons organisé une conférence internationale sur les questions relatives à la coopération au développement

**Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)**

**Série : Recherche R 41**

**ISBN : 978-2-89251-459-9 (version imprimée)**

**ISBN : 978-2-89251-460-5 (pdf)**

**Février 2012**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>De la lutte contre la pauvreté à la lutte des pauvres en Amérique latine .....</b>	<b>I</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>II</b>
<b>La lutte « contre la pauvreté » .....</b>	<b>1</b>
<b>Ce que nous disent les DSRP .....</b>	<b>1</b>
<b>Et la crise ? .....</b>	<b>4</b>
<b>La pauvreté replacée dans son contexte sociohistorique .....</b>	<b>6</b>
<b>L'exemple des chasseurs-cueilleurs .....</b>	<b>7</b>
<b>L'exemple des communautés paysannes andines .....</b>	<b>9</b>
<b>La pauvreté envisagée dans un rapport social historiquement constitué .....</b>	<b>10</b>
<b>Acteurs sociaux I : quelques luttes paysannes et autochtones .....</b>	<b>11</b>
<b>Luttes paysannes pour la terre .....</b>	<b>11</b>
CONIC (Coordinación Nacional Indígena y Campesina / Coordination nationale autochtone et paysanne du Guatemala) du <u>Guatemala</u> : Lutte pour la terre dans trois communautés mayas de l'Alto Verapaz .....	11
MCP (Movimiento Campesino Paraguayo / Mouvement paysan paraguayen) du <u>Paraguay</u> : Luttes paysannes et citoyennes .....	12
MMC (Movimento de Mulheres Camponesas / Mouvement des femmes paysannes) du <u>Brésil</u> : Production d'aliments sains par des femmes paysannes organisées du sud du Brésil .....	13
<b>Luttes autochtones pour le territoire .....</b>	<b>13</b>
OIA (Organización Indígena de Antioquia / Organisation autochtone d'Antioquia) de <u>Colombie</u> : Gestion du territoire dans deux réserves autochtones .....	13
Communauté Sarayaku de l' <u>Équateur</u> : Défense du territoire dans une communauté kichwa amazonienne .....	14
<b>Luttes autour de la problématique de l'énergie électrique .....</b>	<b>14</b>
CIEPAC du <u>Mexique</u> : Réseau de résistance citoyenne au Chiapas .....	14
MAB (Movimento dos Atingidos por Barragens / Mouvement des personnes affectées par les barrages) du <u>Brésil</u> : Programme de formation et de conscientisation .....	15
<b>Principes se dégageant des expériences .....</b>	<b>16</b>
Des sujets devenant des acteurs sociaux .....	17
Des sujets agissant dans des dynamiques sociales complexes .....	18
Des acteurs mettant de l'avant des alternatives de développement .....	20
Des acteurs sur lesquels il faudra compter .....	21
<b>Acteurs sociaux II : la « résistance » contre l'ultralibéralisme .....</b>	<b>22</b>
<b>Pour conclure .....</b>	<b>24</b>
<b>Ouvrages cités .....</b>	<b>25</b>

## LA LUTTE « CONTRE LA PAUVRETÉ »

### **Ce que nous disent les DSRP**

Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), portés conjointement par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), constituent certainement la plus importante politique officielle de réduction de la pauvreté de l'ère néolibérale ou ultralibérale, intimement liée aux Objectifs de développement du millénaire (ODM). On retrouve de tels documents dans les pays considérés les plus pauvres, dans le cas de l'Amérique latine en Haïti, au Honduras, au Nicaragua et en Bolivie. Ils ont été fortement induits, constituant une condition pour l'allègement de la dette extérieure des pays pauvres très endettés (PPTE). Il vaut la peine de souligner ici que les DSRP, de par leur contenu, ont un sens outrepassant largement les pays et les contextes spécifiques dans lesquels ils ont émergé, reflétant une véritable tendance lourde dans le champ des politiques de développement et de lutte contre la pauvreté.

De prime abord, il semble fort pertinent et positif de mettre la question de la pauvreté au centre des préoccupations du développement. En outre, les DSRP incluent en général un certain nombre de mesures en matière de santé, d'éducation et de décentralisation susceptibles d'avoir un impact positif dans la vie des populations pauvres. Par contre, sans en faire une analyse détaillée, on peut y déceler une série de limitations notables découlant essentiellement du fait qu'ils correspondent à une importante réduction aussi bien du problème de la pauvreté que des solutions possibles envisagées.

Le problème de la pauvreté se trouve doublement réduit. D'abord, on en limite passablement la portée. Ainsi, les DSRP et les ODM, loin de chercher à éliminer la pauvreté, se contentent de proposer de la diminuer, plus précisément de « réduire de moitié la pauvreté extrême » définie comme la population vivant avec moins de 1\$US par jour. Cette quantification de la pauvreté, cette apparente nécessité de mesurer précisément le seuil de pauvreté ne correspond pas seulement à une quête de connaissance, mais répond largement à une volonté de déterminer qui peuvent être les « *bénéficiaires légitimes de l'investissement social de l'État de même que les sphères dans lesquelles cet investissement doit se cantonner* », c'est-à-dire un ciblage nécessaire au moment où l'on désire limiter le rôle de l'État en passant de programmes universels basés sur la notion de droits des citoyens à des programmes focalisés se limitant à répondre à certains besoins précis des personnes entrant dans la catégorie statistique de « pauvre » qui, elle, est tendanciellement de plus en plus restrictive (Peñafiel 2000: 8-9), isolant de la sorte cette catégorie sociale et limitant les demandes qui peuvent légitimement être formulées et revendiquées. En d'autres termes, « (...) *plus le discours de lutte contre la pauvreté cherche à définir qui sont les pauvres et moins il reste de pauvres pouvant entrer dans cette définition* » (ibid. : 7). Bref, plus on précise quantitativement la catégorie de pauvre, plus on en limite le nombre. Qui plus est, on ne mesure pas la pauvreté de la même façon au Nord et au Sud; dans le premier cas on utilise des formules qui tiennent compte du coût des dépenses nécessaires pour combler les besoins essentiels tandis que dans le second on tend à généraliser le recours au seuil du revenu monétaire plus ou moins arbitraire de 1\$US ou 2\$US par jour (Chossudovsky 2004 : 53-60). Bref, partant d'un problème généralisé, celui de la pauvreté

affectant la majorité de la population de la planète, on en arrive à se centrer sur un problème minoritaire, celui de la pauvreté extrême, présenté comme une anomalie affectant une minorité d'individus, ceci grâce à une délimitation relativement arbitraire du phénomène de la pauvreté.

Par surcroît, non seulement on tend à réduire l'envergure du phénomène, mais on tend aussi à limiter le problème à celui des pauvres, laissant de côté le rapport social entre pauvres et riches ainsi que les mécanismes d'accumulation de la richesse. On omet de la sorte de poser une question pourtant fondamentale, celle de la concentration de la richesse, voire de l'extrême concentration qui caractérise le monde actuel<sup>1</sup>. On évite ainsi d'évoquer parmi les solutions celle qui, si on considérait la pauvreté dans le rapport social qui la génère, sauterait aux yeux, même d'un enfant, soit la redistribution de la richesse. En réduisant ainsi le problème de la pauvreté, on peut alors penser qu'il puisse être résolu par des programmes focalisés, sans remettre en question aucun des fondements de nos sociétés et sans affecter les intérêts de qui concentre la richesse.

Lorsqu'on a formulé les DSRP, en plus de réduire le problème de la pauvreté, on a également limité le débat autour des solutions. S'il est vrai que la BM et le FMI ont exigé que l'on consulte la société civile, dans la liste des groupes consultés, on retrouve peu de mouvements et d'organisations populaires -organisations paysannes, autochtones, de femmes, etc.- qui sont pourtant ceux qui représentent les populations pauvres, mais qui en même temps sont les plus susceptibles de proposer des solutions qui, comme la réforme agraire, exigent une redistribution significative de la richesse. D'autre part, les thèmes soumis à la consultation incluaient la santé, l'éducation et la décentralisation, ce qui est tout à fait légitime et désirable, mais excluait des discussions les mesures macroéconomiques, celles-ci devant favoriser une croissance accélérée par le marché. Or ces mesures, largement inspirées du modèle ultralibérale de développement, incluaient la libéralisation de la circulation des capitaux, des privatisations souvent massives tendant à éliminer le rôle entrepreneur de l'État de même qu'une déréglementation ayant pour effet de diminuer le rôle régulateur de l'État. Au total, sous le couvert des DSRP, on retrouve des mesures similaires à celles que l'on incluait auparavant dans les plans d'ajustement structurel. Dans ce contexte, comme l'a bien démontré Arne Ruckert (2009), les diagnostics participatifs et les consultations publiques visaient davantage à créer un consensus autour d'un modèle préétabli de développement et à neutraliser les forces potentiellement hostiles de la société civile, c'est-à-dire à consolider l'hégémonie des politiques néolibérales, qu'à nourrir les DSRP. Même lorsque la BM prétend adapter les politiques proposées aux pays du Sud par des études d'impact, elle ne remet pas en cause ces politiques, s'agissant alors surtout de les rendre plus acceptables pour la population (Banque mondiale 2002 et 2003).

---

<sup>1</sup> En effet, selon la plus importante étude jamais réalisée sur cette question par l'institut mondial de recherche sur l'économie du développement des Nations Unies (UNV-WIDER), le 10% de la population mondiale la plus aisée possède 85% de la richesse mondiale et le 1% des plus fortunés 40%, étant respectivement 400 fois et 2 000 fois plus riches que les 50% les plus démunis qui ne se partagent que 1% de la richesse (Davies et al. 2008). Pour l'Amérique latine, bien que le manque de données ne permette pas de faire un estimé précis du niveau de concentration de la richesse, une étude exploratoire réalisée par ce même institut émet l'hypothèse que, considérant l'héritage historique des structures coloniales et le fait que l'indice Gini des revenus ainsi que le niveau de concentration de la propriété terrienne soient de façon constante plus élevés qu'ailleurs, elle serait aussi la région la plus inégalitaire au monde sur le plan de la répartition de la richesse (Torche et Spilerman 2006).

Quant à la diminution comme tel de la pauvreté, les DSRP misent d'une part sur des programmes focalisés dont les plus importants en Amérique latine sont les programmes de transferts conditionnels en espèces (TCE) dont l'impact semble assez limité<sup>2</sup> et, d'autre part, sur l'effet de percolation de la croissance de la richesse vers les couches sociales pauvres (le fameux « *trickel down effect* »). Ils n'incluent aucune mesure importante de redistribution de la richesse ou d'amélioration des conditions de travail des salariés (Vanbrugghe 2004 : 37). Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que, sans réforme agraire, les DSRP n'ont pas eu d'effet significatif sur la pauvreté rurale au Honduras, au Nicaragua et en Bolivie, dans ce dernier cas le DSRP ayant été carrément écarté par le gouvernement d'Evo Morales (Kay 2009).

Comme on peut le constater, les DSRP, dont le contenu doit obligatoirement être approuvé par la BM et le FMI, n'offrent pas de véritable choix quant au modèle de développement. Or, du point de vue des intérêts des pauvres, parier essentiellement sur les forces du marché apparaît plutôt risqué. Le marché est certainement une institution sociale possédant d'indéniables avantages, mais il tend intrinsèquement à générer des inégalités par ses principes de compétitivité favorisant la concentration et de demande solvable tendant à exclure les demandes ou les besoins des personnes non solvables, c'est-à-dire des plus pauvres. Qui plus est, en Amérique latine, les mesures macroéconomiques proposées favorisent une économie extravertie, orientée vers l'exportation, ce qui amplifie encore davantage la tendance inégalitaire du marché. En effet, alors que le marché interne peut, par le principe de la demande solvable, profiter d'une élévation du niveau de vie de la masse pour stimuler la consommation (comme dans le cas classique du fordisme), dans une économie extravertie le consommateur est situé à l'étranger (généralement au Nord) et, dans le cas latino-américain, l'avantage comparatif pour le producteur est le bas niveau de salaire, ce qui a pour effet de conditionner objectivement le maintien de la pauvreté.

En excluant du débat le modèle de développement économique, on suggère implicitement que le capitalisme ultralibéral est un modèle « naturel » tout comme l'institution du marché, et non des arrangements sociaux susceptibles d'être remodelés, revenant ainsi aux vieilles thèses des économistes du XVIIIème siècle comme Adam Smith et coïncidant aussi avec l'idée de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama. L'économie capitaliste est en quelque sorte naturalisée et présentée comme une variable indépendante ou une réalité extérieure qu'il faut respecter au même titre que l'environnement (Mestrum *ibid.* : 72-74). Or, présenter des institutions et des structures sociales comme étant l'état « naturel » des choses, c'est précisément ce que, à chaque époque historique, ont cherché à faire les classes, les strates sociales, les ethnies et le genre dominants pour justifier leur emprise sur la société, justifiant ainsi la position subalterne de certaines classes, strates et ethnies de même que des femmes. Il n'est donc pas surprenant qu'on tente de faire aujourd'hui de même avec le marché et avec le modèle de développement ultralibéral. Nous sommes donc face au cas classique d'une classe dominante cherchant à « (...) *donner à ses pensées la forme de l'universalité, de les représenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables.* (Marx et Engels 1976 [1846] : 46) » Et plus une telle

---

<sup>2</sup> Ainsi, au Nicaragua et au Honduras, ils n'auraient touché que 5% des pauvres extrêmes (Ruckert 2009 : 72).

représentation de la réalité est largement partagée au sein de la société, plus on peut parler d'une légitimation idéologique (Claessen 2000 : 147), en l'occurrence de l'ordre social qui sous-tend le projet ultralibéral.

Par ailleurs, faut-il le rappeler, le paradigme ultralibéral des DSRP représente un recul par rapport aux énoncés politiquement ambitieux mais interventionnistes et teintés d'ethnocentrisme de la période d'après-guerre qui prétendaient extirper la faim et la pauvreté de la face du monde. Serait-ce là un constat d'échec, une façon de dire que la pauvreté va perdurer, qu'elle est inhérente au système mondial actuel? De là naîtrait la nécessité de la rendre plus tolérable, sans mettre en cause les intérêts dominants au sein du système mondial, évitant que ce dernier ne dérape ou atteigne son point d'entropie. Dans ce cas, ne pourrait-on pas affirmer que les DSRP envisagent la réduction de la pauvreté sous l'angle global de la sécurité, comme des stratégies remplissant un rôle de conservation de l'ordre social établi?

### **Et la crise ?**

Nous traversons présentement la plus importante crise économique depuis celle de 1929, crise qui sévit à l'échelle internationale, incluant l'Amérique latine. Cette crise, il est vrai, tout comme celle de 1929, a éclaté dans le secteur financier, mais elle n'est pas que financière, elle correspond aussi à une crise économique profonde, une crise systémique de surproduction, c'est-à-dire une trop grande capacité de production par rapport à la capacité de consommation des populations, donc pas assez de riches ou trop de pauvres par rapport aux biens et services pouvant être produits (Bello 2009). En d'autres termes, les travailleuses et les travailleurs ne peuvent pas acheter ce qu'ils produisent. Cela explique l'existence d'un important surplus de capitaux ne pouvant être investis dans la production de biens et de services qui ont afflué dans le secteur financier, causant la croissance d'abord d'une bulle technologique qui a éclaté puis d'une bulle immobilière qui, lorsqu'elle a implosé, a déclenché une crise économique à l'échelle mondiale. Évidemment, la croissance de telles bulles a été favorisée par les politiques de libéralisation financière et, intimement lié à ces dernières, le développement de paradis fiscaux (Cavagneux 2009).

Les impacts immédiats de la crise sont nombreux et importants : baisse de la production, diminution de la consommation, montée du chômage, etc. Pour l'Amérique latine, la CEPAL prévoyait en 2009 qu'il y aurait 9 millions de nouveaux pauvres. Fait à souligner, en affectant directement les détenteurs du capital, elle aurait aussi eu comme effet de diminuer l'écart entre les riches et les pauvres, sans pour autant que ces derniers en profitent, puisqu'il n'y a pas eu de redistribution de richesse, seulement une destruction de valeurs mobilières (Naudé et MacGee 2009)<sup>3</sup>.

En Amérique latine, la crise s'est fait sentir dans un premier temps surtout par le commerce, par la contraction de la demande, avec ses conséquences sur l'emploi (Ocampo

---

<sup>3</sup> Ainsi, selon la revue Forbes, il y avait dans le monde en 2008, 1125 milliardaires dont le patrimoine s'élevait à 4,4 billions \$US tandis qu'un an plus tard il n'y en avait plus que 793 avec un patrimoine de 2,4 billions \$US [en français un billion équivaut à 1000 milliards].

2009), ce qui fait que les pays les plus vulnérables sont ceux dont les économies sont les plus globalisées, qui sont davantage ouvertes et extraverties, dépendantes face au marché mondial, c'est-à-dire paradoxalement des pays qui ont appliqué avec beaucoup d'assiduité les recettes imposées par le FMI et la BM comme le Mexique, la Colombie et le Chili (Argenpress/CLACSO 2009) et des régions qui, comme la Mésomérique et les Caraïbes, ont des liens étroits avec les États-Unis (FLACSO 2009 : 8).

Plus fondamentalement encore, cette crise est non seulement économique, elle est également une crise de société, de la société capitaliste, du modèle de développement « néolibéral » ou « ultralibéral » qui a généré une extrême concentration de la richesse et autant d'inégalités au sein et entre les sociétés, sociétés qui ne sont pas viables socialement et qui sont fondées sur un mode d'exploitation des ressources menaçant l'avenir de la planète. Sont donc en jeu à la fois les rapports entre les humains et ceux qui se sont établis avec la nature. En d'autres termes, pour répondre adéquatement à une telle crise multidimensionnelle, on pourrait croire qu'il faudrait plus que des mesures conjoncturelles ou des réaménagements partiels, que nous serions à la veille d'une révision fondamentale du système mondial, de chacune de nos sociétés, de notre modèle de développement ainsi que des stratégies dominantes qui sont mises en œuvre pour affronter le problème de la pauvreté.

Or, rien n'est moins certain. Il est vrai que de nombreuses déclarations initiales, inspirées peut-être par la crainte face à l'ampleur de la crise, annonçaient une révision en profondeur des mécanismes de régulation économique, notamment les deux rapports Stiglitz (ONU 2009 et Stiglitz et al. 2009). On admet aussi que l'évolution des multiples crises -économique, sociale et écologique-, qui sont interconnectées entre elles, est susceptible d'affecter sérieusement le phénomène de la pauvreté. Ainsi, une des solutions mise de l'avant pour affronter les changements climatiques, la production massive d'agro carburants, entraînera vraisemblablement une réduction de la surface agricole dédiée à la production d'aliments et une augmentation du prix de ces derniers, ce qui, combiné avec les changements climatiques auxquels sont associés des risques accrus d'inondations et de sécheresses, pourrait entraîner une crise alimentaire majeure affectant en premier lieu les populations les plus pauvres (Addison et al. 2010).

Dans un tel contexte, on s'attendrait à ce que les DSRP soient révisés de façon importante. Tout indique cependant que les institutions financières internationales tentent au contraire de minimiser les changements et que les stratégies de réduction de la pauvreté vont être maintenues à peu de choses près dans la même perspective de percolation ancrée dans le modèle de croissance accélérée par le marché (Demirgüç-Kunt et Servén 2009). Il n'y a pas non plus de signe que la pauvreté sera replacée dans son contexte ni que la voix des pauvres, surtout des pauvres organisés, sera sérieusement prise en compte.

Le fait d'isoler soigneusement le problème de la pauvreté aux seuls pauvres extrêmes et de considérer les pauvres comme les virtuels « bénéficiaires », voire les objets de politiques conçues par des experts et cristallisées dans les DSRP, et non comme des acteurs de leur propre devenir, reflète non seulement une vision sociale conservatrice, protectrice de l'ordre social établi, mais cela témoigne aussi d'une approche bureaucratique dans le sens

d'une façon caractéristique de voir les phénomènes sociaux à partir de l'État (Scott 1998). Une telle approche opère une double simplification. En décontextualisant le problème et en le vidant de sa dynamique sociohistorique contenue dans l'opposition historiquement constituée entre riches et pauvres, on construit un modèle fictif, complètement détaché non seulement de la réalité humaine et sociale, mais plus fondamentalement encore, de la réalité vivante qui, elle, est infiniment plus complexe et ouverte, s'inspirant de la sorte des techniques de manipulation inhérentes à la méthode expérimentale utilisée dans les sciences physiques et, ce faisant, favorisant une « chosification » du pauvre, le dépouillant de sa vitalité, de sa qualité de sujet actif (Morin 1980 : 390-393). Ce faisant, on nie évidemment la possibilité qu'il soit considéré comme un véritable acteur social, réifiant et renforçant donc par ce « traitement » sa condition de subordination.

Nous nous proposons dans les pages qui suivent de rompre ce paradigme dominant de la pauvreté de deux façons : en réintégrant le contexte sociohistorique, c'est-à-dire une partie essentielle des conditions objectives entourant le phénomène de la pauvreté, et en considérant les luttes des pauvres, c'est-à-dire leur indéniable qualité d'acteurs sociaux capables d'avoir un effet pertinent sur les institutions et les structures sociales.

#### LA PAUVRETÉ REPLACÉE DANS SON CONTEXTE SOCIOHISTORIQUE<sup>4</sup>

Si on revient sur la notion même de pauvreté, on constate qu'elle est généralement présentée comme une réalité fondée sur des données empiriques irréfutables, comme un phénomène objectif que l'on parvient à appréhender et à rendre compte simplement à travers une série de mesures exprimées sous forme de statistiques, principalement de nature monétaire. C'en est ainsi du fameux pourcentage de la population vivant avec moins de 1\$US ou 2\$US par jour. Est-ce vraiment suffisant pour comprendre le phénomène de pauvreté?

Ce n'est que récemment, avec la consolidation de l'État moderne, que la pauvreté est devenue une condition objective mesurable, définie à partir d'un seuil de revenu monétaire (Rahnema 2003 :127-128). Ainsi, dans la Grèce Antique, on considérait la pauvreté davantage comme une notion subjective intimement liée au désir, à la perception de n'avoir pas satisfait ses besoins de telle sorte qu'une personne possédant très peu de biens mais qui croyait avoir satisfait ses besoins, ne pouvait pas être tenue pour pauvre tandis qu'une autre personne possédant davantage de biens mais toujours insatisfaite pouvait l'être. Platon préconisait même la frugalité pour tous les citoyens de sa République idéale<sup>5</sup> (Sassier 1990 :15-26). La tradition chrétienne avait pour sa part à ses débuts, durant plusieurs siècles, valorisé, voire glorifié, la personne pauvre dont on disait qu'elle entretenait un lien étroit avec Dieu et qui conséquemment apparaissait, pour le riche, comme un truchement nécessaire dans sa quête de salut, ceci à travers l'aumône qui était vue comme un devoir (*ibid.* : 41-58). Bref, la pauvreté est une notion dont le sens a changé à travers les âges et les sociétés, qui ne saurait se limiter à une simple donnée statistique.

---

<sup>4</sup> Je reprends ici quelques idées développées dans un article antérieur (Cliche 2003 [2005]).

<sup>5</sup> Bien sûr, la catégorie de citoyen excluait la classe majoritaire et dominée, c'est-à-dire les esclaves.



Voyons deux exemples concrets -celui des chasseurs-cueilleurs et celui des communautés paysannes andines- qui montrent clairement ce que révèle l'ancrage sociohistorique de la notion de pauvreté.

### **L'exemple des chasseurs-cueilleurs**

Marshall Sahlins (1968) a formulé l'idée selon laquelle on peut satisfaire tous nos besoins en produisant plus ou en désirant moins. C'est dans cette seconde perspective qu'il a décrit les sociétés de chasseurs-cueilleurs du paléolithique<sup>6</sup> comme les premières sociétés d'abondance. Il faut préciser que, jusqu'à ce jour, on décrivait ces sociétés du début de l'humanité surtout comme des univers archaïques, dénudés de presque tout, où les gens vivaient dans des conditions pénibles, où la vie était difficile et où la production de nourriture était insuffisante, engendrant une menace permanente de famine. Or, malgré les limites évidentes d'une telle comparaison, l'observation systématique, durant la seconde moitié du XXe siècle, de populations de chasseurs-cueilleurs nous a fourni de précieux renseignements sur ce type de sociétés. Par exemple, les Boschimans Kung du désert du Kalahari (Afrique du Sud), observés au début des années 60, vivaient sans aucun doute dans des conditions apparemment hostiles -voire rebutantes- d'un point de vue occidental. Par contre, si on regarde de plus près les données de terrain, on se rend compte que leur situation n'était pas aussi pénible qu'elle pouvait le sembler à une personne observatrice provenant d'Europe ou d'Amérique du Nord, amenant avec elle ses préjugés et ses stéréotypes. Ainsi, ils parvenaient facilement à répondre à leurs besoins alimentaires et dédiaient beaucoup de leur temps aux loisirs. En moyenne, ils n'avaient besoin que de 2,5 jours (25 heures) de travail aisé par semaine pour satisfaire leurs besoins alimentaires, produisant 2140 calories par personne par jour, c'est-à-dire une production excédentaire par rapport au calcul de leur besoin énergétique qui était de 1975 calories. Cela leur laissait donc une grande disponibilité pour les activités ludiques.

Ailleurs, dans d'autres sociétés de chasseurs-cueilleurs vivant dans des conditions plus favorables, la situation d'abondance est encore plus évidente, comme par exemple les Indiens Cuiva d'Amazonie jouissant d'un écosystème très riche et diversifié (Arcand 1976) ainsi que les Indiens de la côte nord-ouest de l'Amérique et les peuples du sud-est sibérien profitant de la présence de diverses espèces de saumon (Testart 1981).<sup>7</sup>

Sahlins en est ainsi arrivé à remettre en question l'apriorisme selon lequel la vie dans les sociétés traditionnelles fut caractérisée par la pauvreté et la misère. Qui plus est, il a avancé l'idée que la somme de travail par personne nécessaire à la survie ainsi que l'importance de la faim et des famines se seraient accrues avec le soi-disant progrès culturel (avènement de l'agriculture puis de la société industrielle).

---

<sup>6</sup> Ces populations vivaient essentiellement de la chasse, de la cueillette et de la pêche et ne pratiquaient pas l'agriculture et l'élevage de façon significative.

<sup>7</sup> Il faut préciser que la catégorie de « chasseur-cueilleur » implique nombre de distinctions comme le montre la typologie de Testart (1981), la pertinence de la catégorie elle-même, en tant que forme de classification des sociétés humaines, ayant aussi été remise en question par Arcand (1988). Mais toutes ces nuances d'ordre épistémologique n'enlèvent rien à la validité de l'analyse de Sahlins sur les Boschimans Kung.

Dans ces conditions, l'idée de définir la pauvreté de façon absolue, uniquement en fonction d'un seuil monétaire ou de la quantité de biens possédés, apparaît discutable, aussi bien dans son fondement épistémologique que dans ses prétentions universalistes. Comme l'a suggéré Sahlins, la situation de pauvreté tient en grande partie à un rapport entre les êtres humains (rapport social), à une invention de la civilisation.

De façon générale, on pourrait dire que la pauvreté constitue un phénomène doublement relatif. D'une part, elle dépend de la perception individuelle et collective, culturellement construite, que l'on a des besoins essentiels. À ce chapitre, il ne faudrait pas perdre de vue que le concept dominant de pauvreté, qui est essentiellement fondé sur la quantité de biens possédés ou de revenus mesurés en valeur monétaire, s'est largement abreuvé à l'idéologie du progrès et de la consommation dont la genèse a été intimement liée à l'émergence et la consolidation du capitalisme, de la société de consommation de masse et de l'idée d'accumulation, ceci dans un très petit nombre de pays (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Japon). Dans un tel schéma, ce sont non seulement les chasseurs-cueilleurs du paléolithique, mais aussi l'ensemble des populations paysannes dites « traditionnelles » du passé et du présent qui entrent dans la catégorie de pauvre, la seule façon d'y échapper étant de se « moderniser » et d'accéder au rang de consommateur au-delà du seuil statistique définissant la pauvreté. Or, comme nous l'avons vu, si on envisage le problème sous l'angle de l'effort nécessaire pour répondre aux besoins de base et de la quantité de temps libre disponible, certaines sociétés, considérées pauvres en termes monétaires peuvent être vues comme de véritables sociétés d'abondance. Ici, il ne faut pas confondre frugalité et misère véritable. Ainsi, Thomas d'Aquin opposait pauvreté et misère, définissant la première comme le « manque du superflu », la seconde comme le « manque du nécessaire » (Sassier 1990 : 215).

Par ailleurs, la pauvreté n'existe pas en soi, de façon absolue, elle s'incarne toujours dans un rapport avec son contraire sémantique, la richesse. Dit autrement, il ne peut y avoir de pauvres s'il n'y a pas de riches, c'est-à-dire s'il n'y a pas de mécanismes d'accumulation de la richesse fondant un rapport inégalitaire, socialement construit, entre riches et pauvres (classes, strates, couches, régions, etc.). Ainsi, il n'existe aucune société dans laquelle il y a une catégorie sociale de pauvres sans qu'il y ait aussi une catégorie de riches de même que des mécanismes d'accumulation permettant une telle richesse, ce qui implique généralement que cette société produise un surplus pouvant être accaparé. Dans les sociétés qui ne produisent pas de surplus important, comme c'est le cas de nombreuses sociétés de chasseurs-cueilleurs<sup>8</sup> et de certaines sociétés agraires sans État, ces catégories ne sont pas pertinentes car tous les membres ont un accès plus ou moins égal aux biens de subsistance assurant leur reproduction; sinon l'accumulation hypothéquerait les conditions objectives de reproduction de la collectivité qui serait alors vouée à l'extinction. S'il y a des inégalités, elles concernent généralement les biens de prestige (colliers, bracelets, ornements, etc.) dont la valeur, essentiellement symbolique et non convertible en biens de

---

<sup>8</sup> Toutes les sociétés de chasseurs-cueilleurs ne sont pas égalitaires ni exemptes de surplus, certaines sont même parvenues à générer un excédent très significatif, comme par exemple les Indiens de la Californie et de la côte nord-ouest de l'Amérique (Testart 1981).

subsistance, confère aux personnes qui les contrôlent un pouvoir limité au sein du groupe, pouvoir le plus souvent lié à des processus rituels (rites de passage, mariages, etc.). Il appert donc que la pauvreté est inhérente aux sociétés inégalitaires, aux sociétés socialement très stratifiées, spécialement celles où il existe une division en classes sociales et un État.

Comme nous l'avons vu à travers l'exemple des chasseurs-cueilleurs, l'idée qu'une société soit entièrement pauvre, par elle-même, est rare et relève davantage des préjugés que de la réalité. S'il en est ainsi, c'est en général qu'il s'agit d'une société conquise et c'est effectivement ce qu'ont souvent produit le colonialisme, le néocolonialisme et, en général, les différentes formes de subjugation des peuples du Sud. Celle-ci s'est souvent réalisée sous le couvert d'une mission civilisatrice impliquant dans les faits un accaparement des ressources et des richesses, en commençant par les personnes elles-mêmes, ceci par de multiples variantes d'esclavagisme et de surexploitation de la main-d'œuvre. Pour comprendre la pauvreté qui sévit alors dans une telle société, il faut étudier sa relation avec l'autre société, celle qui la domine et l'exploite. Le rapport riche/pauvre ne se retrouve alors pas à l'intérieur d'une même société mais entre deux sociétés. Enfin, dans la plupart des sociétés du Sud, ce rapport s'exprime doublement, par sa stratification interne et par sa dépendance externe. Fait important, le rapport entre riches et pauvres est un rapport socialement construit qui ne peut être compris sans se référer au processus historique qui l'a engendré.

### **L'exemple des communautés paysannes andines**

Revenant en Amérique latine, l'exemple des sociétés paysannes andines est fort révélateur de la complexité des situations de pauvreté. J'ai eu l'occasion il y a quelques années de partager la vie et d'étudier des communautés du nord des Andes équatoriennes (Cliche 1995). Or, il est évident que ces communautés possèdent une étonnante capacité d'autosubsistance en-dehors du marché, fondée sur l'agriculture et l'élevage à l'échelle familiale de même que sur une série de liens traditionnels d'entraide et de réciprocité interfamiliaux et communautaires, incluant plusieurs mécanismes de péréquation limitant l'enrichissement des familles et permettant aux plus pauvres de survivre décemment. C'est ainsi que certaines familles qui n'ont pas de terre ou qui perdent complètement leur récolte, qui sur papier, selon les statistiques, ne devraient pas pouvoir survivre, parviennent à se nourrir dignement grâce à la culture partagée<sup>9</sup>, à une forme ouverte de glanage<sup>10</sup>, aux dons et au salaire en nature qui sont toutes des formes économiques non monétarisées, mais fort valorisées dans les communautés. En même temps, il appert que certaines familles s'enrichissent plus que d'autres, réussissant même parfois à tirer profit des mécanismes traditionnels pour exploiter les familles plus pauvres. En outre, les familles paysannes sont intégrées au marché à travers la vente d'une partie de leur récolte, l'achat d'intrants agricoles et de produits de consommation de même que la vente de leur propre force de

---

<sup>9</sup> Il s'agit d'une forme précapitaliste de production, la culture *al partir*, qui se pratique très fréquemment entre familles paysannes. Deux familles s'unissent pour cultiver ensemble un champ appartenant à l'une d'elle, les deux familles travaillant également mais celle qui est propriétaire percevant en général une rente équivalente à 10% de la récolte.

<sup>10</sup> Je me réfère ici au *chugchi* qui est une forme de glanage remplissant une fonction redistributive, selon laquelle pratiquement n'importe quelle personne peut ramasser les restes d'une récolte dès que celle-ci est terminée.

travail (travail salarié). Un tel lien avec le marché engendre une certaine forme d'exploitation et d'appauvrissement à travers un transfert de valeur des communautés vers le secteur capitaliste dominant qui contrôle le marché, donc une paupérisation globale des communautés au profit des individus et des entreprises qui réussissent à exercer une emprise sur le marché. Mais, en même temps, il permet aussi l'enrichissement relatif de certaines familles qui réinvestissent parfois leurs économies dans certains facteurs de la production tels que la terre ou les intrants agricoles, augmentant de la sorte leur niveau de production. Or, par cette double tendance produisant à la fois des pertes et des gains, le lien avec le marché favorise globalement l'augmentation des inégalités sociales au sein des communautés. Bref, les communautés sont sous certains aspects autonomes, sous d'autres dépendantes et elles sont traversées par des tendances contradictoires favorisant tantôt la concentration et l'extraction de richesses, tantôt la péréquation et la redistribution. (*ibid.* : 95-138)

### **La pauvreté envisagée dans un rapport social historiquement constitué**

La pauvreté constitue donc un phénomène complexe et multiforme dont on ne peut rendre compte par une simple série statistique. Les calculs de seuil de pauvreté et d'autres données quantitatives telles que l'espérance de vie ou la mortalité infantile de même que des indices complexes comme celui du niveau de développement humain sont certes utiles pour montrer et démontrer l'ampleur de la pauvreté, mais ils demeurent une approximation partielle et insuffisante de ce phénomène. L'analyse de la situation des chasseurs-cueilleurs nous indique qu'il est trompeur de juger de l'état de pauvreté uniquement en fonction des revenus monétaires et qu'il est essentiel de tenir compte de l'ensemble des conditions de vie. Or, une telle distorsion est susceptible de survenir non seulement dans les communautés très isolées mais aussi dans de larges couches de la population, notamment la paysannerie dont une portion importante de l'économie n'est pas monétarisée (autosubsistance, mécanismes de réciprocité et d'entraide, dons, troc, etc.) et est donc exclue de la majorité des données statistiques sur la pauvreté.

En conclusion, la notion de pauvreté se réfère inévitablement à une inégalité de moyens et à une certaine précarité, mais elle n'est jamais absolue, elle existe toujours dans un contexte culturel déterminé et dans un rapport social historiquement constitué. Si on prétend faire une lutte contre la pauvreté qui ne soit pas en même temps une lutte contre la menace des pauvres, voire contre les pauvres eux-mêmes, il faut centrer le regard, non seulement sur les pauvres, mais aussi sur les institutions et les structures qui fondent les rapports inégalitaires -entre les classes, les ethnies, les genres, les régions, les pays, etc.- générant la pauvreté.

Par ailleurs, non seulement la pauvreté est-elle un phénomène sociohistorique, mais elle n'est pas une simple catégorie sociale inerte, elle est constituée de femmes et d'hommes qui sont des sujets actifs doués de la capacité d'être des acteurs sociaux porteurs collectivement de revendications spécifiques et même de projets de sociétés, donc susceptibles de transformer le monde et par conséquent de changer le cours de l'histoire. Cela a été démontré à plusieurs moments historiques et dans de multiples contextes. Voyons deux exemples distincts de cette démonstration : celui, plus spécifique et plus ancré à la base, de

quelques luttes paysannes et autochtones de différentes régions d'Amérique latine et celui, plus général et englobant, des luttes de résistance contre l'ultralibéralisme.

## ACTEURS SOCIAUX I : QUELQUES LUTTES PAYSANNES ET AUTOCHTONES

Les expériences spécifiques des organisations paysannes et autochtones d'Amérique latine sont riches, mais le plus souvent elles sont méconnues parce que trop rarement dévoilées au grand jour. Grâce à un processus de systématisation<sup>11</sup>, nous avons révélé une parcelle de cette richesse qui montre comment des femmes et des hommes de communautés paysannes et autochtones interviennent dans leur réalité et, ce faisant, transforment cette réalité et les sociétés dans lesquelles elle s'insère, sociétés traversées par de multiples tensions et contradictions qui, loin d'être destructrices, sont génératrices de dynamiques de changement social.

En tout, sept expériences dans six pays d'Amérique latine ont été systématisées. Nous pouvons les regrouper en différentes catégories. Certaines correspondent à des **luttes paysannes pour la terre**, incluant les expériences de la CONIC du Guatemala, du MCP du Paraguay et du MMC du Brésil. D'autres sont plutôt des **luttes autochtones pour le territoire**, parmi lesquelles on compte celles de l'OIA en Colombie et de Sarayaku en Équateur. Enfin, il y a aussi des **luttes autour de la problématique de l'énergie électrique**, soit celles du CIEPAC au Mexique et du MAB au Brésil.

### Luttes paysannes pour la terre

*CONIC (Coordinación Nacional Indígena y Campesina / Coördination nationale autochtone et paysanne du Guatemala) du Guatemala: Lutte pour la terre dans trois communautés mayas de l'Alto Verapaz*

La CONIC est une organisation autochtone paysanne nationale du Guatemala. L'axe principal des luttes de cette organisation est la terre ou plutôt la Terre-Mère dans toutes ses dimensions : légale, productive, politique et symbolico-religieuse. Ainsi, les diverses actions spécifiques, notamment l'expérience qui a été systématisée, s'insèrent au sein d'une vision et d'un projet communs intégrateurs.

Dans trois communautés mayas (Q'eqchi) de la région de San Miguel Tucuru dans le département de l'Alto Verapaz, il y a eu une dure lutte pour l'accès à la terre depuis le milieu des années 90, lutte qui tire son origine dans le manque de terres et fonde sa principale revendication dans le paiement des prestations dues aux travailleurs, accumulées depuis de nombreuses années. Malgré la répression (menaces de mort, emprisonnement de dirigeants, etc.), les communautés ont poursuivi leur lutte et en 2007

---

<sup>11</sup> Un processus mené conjointement par DÉVELOPPEMENT ET PAIX et le *Centro de Estudios y Publicaciones Alforja* du Costa Rica. Entre juin 2007 et septembre 2009, nous avons facilité un processus ouvert et assez peu intensif de systématisation d'expériences sur les pratiques paysannes et autochtones face à l'exploitation des ressources naturelles en milieu autochtone et paysan en tenant compte des différences de genre. Cette systématisation d'expériences sera bientôt publiée en espagnol (Cliche et al. 2010).

ils ont obtenu par voie de négociation que les propriétaires terriens leur remettent la terre en compensation pour la dette contractée face aux travailleurs.

Les éléments essentiels pour obtenir cette victoire furent l'identité maya qui donna une profondeur historique à la lutte, l'appui de la CONIC à l'échelle nationale et de l'Église catholique de même que la mobilisation organisée des communautés, dans laquelle les femmes participèrent activement à la base en « *aidant les hommes à demeurer fermes dans la lutte.* » Par ailleurs, sous l'angle du pouvoir, elles furent maintenues dans une position subalterne, car ce sont les hommes qui dirigèrent la lutte et elles ne bénéficièrent de la terre qu'indirectement, par leur appartenance aux communautés et à travers leurs maris, les noms des femmes ne figurant pas au moment de la remise des terres et les veuves recevant peu de soutien.

***MCP (Movimiento Campesino Paraguayo / Mouvement paysan paraguayen) du Paraguay:  
Luttes paysannes et citoyennes***

Le MCP est une organisation paysanne nationale du Paraguay fondée en 1980. Ses deux principaux axes d'intervention ont été la lutte pour la terre et la défense de l'agriculture paysanne. Au prix de plus d'une centaine de morts, ils ont obtenu des milliers d'hectares de terre et ils ont réussi en 1999 à faire annuler la dette impayable des familles paysannes face à l'État (crédit agricole). Par ailleurs, ils ont mis de l'avant un projet agroécologique de production associative incluant la création d'une coopérative. Finalement, avec d'autres organisations paysannes, ils ont empêché en 2002 l'application de la loi de privatisations des entreprises publiques et, plus récemment, depuis l'élection du gouvernement progressiste de Fernando Lugo en 2008, ils ont fait pression sur l'État paraguayen pour que soit régulé l'usage de produits agrottoxiques et que soit lancée une réforme agraire intégrale, obtenant dans ce dernier cas que le gouvernement crée un organisme de coordination pour la réforme agraire (la CEPRA – *Coordinadora Ejecutiva para la Reforma Agraria*).

L'organisation a vécu quelques tensions internes importantes. D'abord, un problème identifié de sectarisme qui a débouché en 1992 sur un processus de démocratisation favorisant un style de direction plus collectif et ouvert. Ensuite, la recherche d'une plus grande équité de genre qui a engendré des débats au sein du mouvement et demeure encore aujourd'hui une priorité, ceci même si le MCP est la première organisation paysanne paraguayenne à favoriser l'organisation spécifique et relativement autonome des femmes au sein même du mouvement (Coordination des femmes paysannes - CMC, elle-même membre d'un mouvement national de femmes paysannes).

C'est certainement le contexte socioéconomique paraguayen qui a constitué le principal facteur adverse, notamment l'extrême concentration de la propriété terrienne (2% possédant 70% des terres agricoles) et les politiques agraires dominantes favorisant les capitaux transnationaux (entre autres dans la filière du soja) et un type d'« agriculture sans paysans ».

***MMC (Movimento de Mulheres Camponesas / Mouvement des femmes paysannes) du Brésil: Production d'aliments sains par des femmes paysannes organisées du sud du Brésil***

Le MMC est une organisation nationale née en 2004 suite à l'unification du mouvement féministe paysan, unification dans laquelle le Mouvement des femmes agricultrices de Santa Catarina (OMA/SC) créé en 1983 a joué un rôle très actif.

Le mouvement des femmes paysannes de l'état de Santa Catarina s'est consolidé grâce entre autres au projet de récupération, production et amélioration des semences potagères indigènes mis en œuvre à partir de 2002. Celui-ci, conçu dans une perspective de souveraineté alimentaire, a permis aux femmes de s'initier à l'agronomie à partir d'un point de vue écologique. Ce projet a débouché sur des expériences concrètes de production d'aliments sains, ayant pour effet de valoriser le travail paysan, d'augmenter le pouvoir des femmes et d'améliorer leur auto estime.

Cela n'est pas allé sans provoquer des tensions au sein des familles et des communautés marquées par la tradition patriarcale de subordination des femmes, tensions cependant génératrices de changements dans la quotidienneté quant aux relations entre les hommes et les femmes et aux habitudes alimentaires. Ces changements concernent à la fois le rapport entre les genres et le rapport avec la nature, impliquant une remise en cause de la relation de subordination des femmes de même que de la façon de produire des aliments. Le double défi qui se pose maintenant à l'organisation est l'approfondissement et la pérennisation des changements ainsi que sa diffusion à l'échelle de la société globale.

**Luttes autochtones pour le territoire**

***OIA (Organización Indígena de Antioquia / Organisation autochtone d'Antioquia) de Colombie: Gestion du territoire dans deux réserves autochtones***

L'OIA est un regroupement d'organisations autochtones du département d'Antioquia dans le nord-ouest de la Colombie.

Deux facteurs furent décisifs dans l'affirmation de leurs droits sur le territoire. Il y a d'abord la reconnaissance du territoire autochtone par l'état colombien, ceci par une loi datant de 1890 (loi 89) ainsi que par la constitution de 1991. L'autre facteur fondamental fut la capacité de proposition de l'organisation qui a formulé un plan d'ethnodéveloppement des communautés autochtones du département d'Antioquia en 1992. Dans les réserves autochtones de Chigorodó et de Mutatá dans la région de l'Urabá, ce plan a été suivi par l'exercice d'un contrôle partiel du territoire grâce notamment au développement d'un modèle et d'un plan de gestion forestière qui ont débouché sur l'application d'un règlement d'exploitation et de gestion des ressources forestières et sur la création d'une coopérative autochtone pour la mise en valeur des ressources naturelles.

Cette expérience montre deux principales limites. D'un côté, un regard vers l'extérieur de l'organisation indique que le pouvoir exercé par les autorités autochtones sur le territoire a été restreint, ne parvenant pas à permettre l'appropriation des ressources par des

entreprises autochtones, ni non plus empêcher la venue d'étrangers. D'un autre côté, un regard vers l'intérieur montre que les femmes ont été reléguées au second plan, leur participation ayant été quasi nulle, aussi bien dans le processus que dans l'accès aux bénéfices des activités réalisées.

### ***Communauté Sarayaku de l'Équateur: Défense du territoire dans une communauté kichwa amazonienne***

Sarayaku est une communauté kichwa de la province de Pastaza en Amazonie équatorienne dont le nom signifie « Fleuve de maïs », communauté originellement de chasseurs-cueilleurs ayant réussi à obtenir la reconnaissance de son territoire en 1992.

Plusieurs facteurs ont largement contribué à la défense du territoire. D'abord, la tradition guerrière et la capacité de lutte que la communauté a su démontrer au courant d'une l'histoire ponctuée de conflits avec l'ethnie voisine des Shuaras au XIXe siècle, avec les militaires équatoriens en 1941 et avec les compagnies pétrolières dès 1930 et surtout à partir de 1978 avec la création de la première organisation formelle de Sarayaku (Centre Alama Sarayaku - CAS). Ensuite, les alliances tissées avec les autres communautés de la province à travers l'OPIP – (Organisation des peuples indigènes de Pastaza) qui a dirigé en 1992 la grande marche vers la capitale, Quito, à l'issue de laquelle plus d'un million d'hectares de territoires autochtones furent reconnus par le gouvernement équatorien. À partir de 2005, la communauté a conçu et mis en œuvre son propre plan de développement durable, le « Plan de gestion du territoire du peuple originaire kichwa de Sarayaku ». Enfin, en 2009, la communauté a participé à une rencontre avec des peuples kechuas amazoniens du Pérou durant laquelle ils ont partagé leur expérience avec d'autres communautés également affectées par des entreprises extractives.

Voilà un indéniable succès ayant une valeur exemplaire pour les peuples autochtones qui ont connu maints reculs au cours de l'histoire. Par ailleurs, le rôle des femmes dans cette victoire semble ici aussi se concentrer à la base, comme à l'époque du conflit avec les Shuaras, alors qu'« *elles réalisaient des cérémonies reliées à la guerre et faisaient de la chicha [bière de manioc] en attendant leurs hommes guerriers.* »

### **Luttes autour de la problématique de l'énergie électrique**

#### ***CIEPAC du Mexique: Réseau de résistance citoyenne au Chiapas***

CIEPAC est un centre de documentation et de recherche qui appuie les mouvements sociaux de la région de San Cristobal de las Casas dans l'état du Chiapas, au sud du Mexique.

L'expérience dont il est ici question est celle d'un mouvement citoyen accompagné par le CIEPAC, lequel a débuté en 2003 par une contestation de la forte augmentation des tarifs d'électricité. Ce mouvement s'est par la suite approfondi dans la perspective de défense du territoire et a débouché quelques années plus tard sur une prise de contrôle à l'échelle locale de ce service par les communautés impliquées dans le réseau citoyen. C'est là un véritable bouleversement de l'ordre social en ce qui concerne la gestion du service d'électricité, les communautés parvenant non seulement à refuser le paiement fondé sur une tarification jugée injuste, mais à mettre en œuvre concrètement une alternative,



assumant même l'entretien de l'infrastructure locale d'un tel service. Elles ont réussi cette lutte malgré les actes de harcèlement et de répression de la part des institutions gouvernementales.

L'élément conjoncturel déclencheur qui a permis que ce mouvement existe est survenu plusieurs années auparavant et a marqué profondément l'histoire de la région et la perception que les communautés paysannes autochtones et paysannes ont d'elles-mêmes et de leur capacité de changer les choses. Il s'agit bien sûr du soulèvement zapatiste de 1994. C'est le point nodal qui a en quelque sorte libéré un immense pouvoir de contestation et d'affirmation de la part des communautés. Autre élément qui a permis et légitimé le mouvement est l'appui de l'Église catholique, plus spécifiquement de la pastorale de la terre et de celle de la santé.

Du point de vue du changement social, cette expérience est intrinsèquement circonscrite. D'abord, en termes d'envergure, il s'agit d'un changement dans une région spécifique et dans un seul secteur d'activité, celui du service d'électricité. Ensuite, en termes de profondeur, c'est sous l'aspect des relations de genre que la limite est la plus évidente, la participation minimale des femmes, notamment dans les positions de représentation ou d'autorité au sein du réseau, correspondant à une intériorisation du modèle dominant de subordination.

Face à ces deux limites, le CIEPAC a facilité, d'une part, la constitution d'espaces différenciés avec les femmes des communautés et, d'autre part, l'établissement de nouveaux liens avec la société civile qui a amené les communautés à participer à un mouvement national de résistance contre les tarifs élevés d'électricité.

***MAB (Movimento dos Atingidos por Barragens / Mouvement des personnes affectées par les barrages) du Brésil: Programme de formation et de conscientisation***

Le MAB a été fondé en mars 1991 de l'action concertée de trois mouvements régionaux (au sud, au nord et au nord-est du pays) créés entre 1979 et 1981 –avec l'appui de certains secteurs de l'Église catholique et du mouvement syndical– pour défendre les droits des paysans affectés par la construction des barrages. Le mouvement a connu un changement fondamental au cours de son histoire. Durant les années 90, il centrait ses revendications uniquement autour de la question spécifique du paiement d'indemnisations par les entreprises pour dédommager les familles touchées par les barrages. Durant les années 2000, après son IV Congrès de novembre 1999, il élargit grandement son champ de lutte en incluant des actions contre la privatisation du secteur électrique, d'une part, et pour un nouveau modèle énergétique, d'autre part.

Dans cette voie plus large et politique de lutte, le MAB ne se positionne pas contre la production d'énergie, mais mène un débat sur comment elle est produite et qui en bénéficiera. Il ne se contente plus de négocier des indemnisations, il remet en question le modèle énergétique, proposant un modèle alternatif dont il a démontré la viabilité. Il se voue même à la construction d'un nouveau paradigme de développement allant au-delà du secteur énergétique, incluant notamment une vision agroécologique de la production

paysanne, ceci dans une optique de souveraineté alimentaire reposant sur des formes d'organisation sociale inspirées des communautés paysannes, des savoirs propres et des valeurs socialistes, c'est-à-dire, un véritable projet de société pour la paysannerie brésilienne.

Dans une telle perspective, le MAB accorde une grande importance à la formation des membres et des dirigeants, d'où l'existence d'une École nationale pour ses militants. C'est par l'éducation populaire et la formation que les membres du mouvement dépasseront la « conscience en soi » d'appartenir à une classe opprimée et atteindront la « conscience pour soi » d'un sujet collectif porteur d'un projet de société qui se voit comme un agent de transformation du monde.

Pour ce faire, le mouvement affronte d'importantes barrières. Il y a les forces (entreprises et État) qui contrôlent le secteur de l'énergie, lesquelles n'hésitent pas à recourir à la répression pour éviter le changement. Il y a également la situation de soumission des femmes qui traditionnellement, existant avant tout pour les autres, ne s'appartiennent pas à elles-mêmes, sont restreintes à l'espace domestique et souffrent bien souvent la discrimination des autres femmes et des hommes de leurs propres communautés, ce qui rend ardue leur participation au sein du mouvement en tant que sujet collectif capable de transformer le monde.

Une partie importante de la réponse du MAB face à ces barrières a été la consolidation de son modèle énergétique et de son programme de formation. Ainsi, le Projet énergétique populaire a été soumis à une réflexion avec les organisations de femmes brésiliennes à partir du point de vue des femmes. En ce qui concerne le programme de formation, de nouveaux liens ont été tissés grâce à différents événements nationaux et internationaux portant sur la question de l'énergie. Enfin, l'École nationale émerge de plus en plus comme un espace de croissance personnelle et collective pour générer des femmes et des hommes davantage capables d'avoir un réel impact politique ainsi que comme un espace d'approfondissement du débat interne sur les relations de genre et la nécessité de transformer les pratiques quotidiennes.

### **Principes se dégageant des expériences**

Commençons par une mise en garde. La complexité de toutes les expériences qui ont été systématisées nous montre avant tout la relativité des catégories que nous avons employées pour les classer. Ainsi, même si la lutte pour la terre de la CONIC au Guatemala est paysanne et celle du réseau du Chiapas citoyenne, elles sont toutes les deux ancrées dans des identités autochtones. Il en est de même pour le programme de formation du MAB au Brésil, il ne se limite pas au contexte spécifique du secteur de l'énergie, mais épouse une vision paysanne large. Les catégories sont donc interconnectées comme l'est la réalité elle-même. Ce que nous venons de dire des catégories pourrait aussi s'appliquer à la plupart des concepts que nous utilisons en sciences sociales. Ils ne parviennent jamais à capter toute la richesse de la réalité, mais sont néanmoins utiles dans la mesure où ils nous aident à mieux la comprendre

### *Des sujets devenant des acteurs sociaux*

Un premier principe qui ressort clairement de l'analyse des expériences est l'importance du sujet, le rôle essentiel joué par les hommes et les femmes, individuellement et collectivement, dans toutes les expériences systématisées, en tant qu'acteurs de processus de transformation sociale qui, sans leur action, n'auraient pas existé. Qui plus est, ce qui ressort le plus fortement, c'est nul doute la grande capacité de résistance et de proposition de toutes ces collectivités pauvres et subordonnées dont les expériences se confondent ici avec leurs luttes et ont comme corollaire commun l'organisation à la base. Il ressort clairement que ces groupes n'acceptent pas de façon soumise leur situation de subordination qu'ils essaient de transformer par différents moyens. Leur appartenance à la classe paysanne, à une nation autochtone et à la collectivité des femmes dans différents contextes de subordination constitue assurément une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante pour que la résistance face aux rapports d'exploitation et de domination ait un effet pertinent sur les structures et les institutions sociales. Toutes ces expériences suggèrent que l'organisation, c'est-à-dire l'expression des sujets sur le plan collectif, représente une condition essentielle.

L'organisation apparaît ainsi comme la façon par excellence de défendre les intérêts des groupes subordonnés, en canalisant leurs revendications et leurs projets, en accumulant suffisamment de force pour avoir de l'impact et en exprimant socialement leur subjectivité et leur sensibilité.

Un facteur subjectif constituant certainement une condition importante dans la quête d'un sujet qui soit acteur de son propre développement, est le niveau de conscience, lequel a été particulièrement mis en évidence dans le cas du MAB. Ce dernier mouvement reprend en quelque sorte les concepts de « classe en soi » et « classe pour soi » de Marx (1976 [1852]: 127) en les appliquant à la conscience. Ici la « conscience en soi » correspond à un niveau initial de conscience poussant un groupe ou un individu à défendre quasi instinctivement ses intérêts sans forcément percevoir la nécessité de s'organiser et de transformer le monde, de tisser des alliances et de se changer soi-même. Quant à la « conscience pour soi », elle coïncide avec cette idée forte de l'éducation populaire de la transformation des groupes opprimés d'objets en sujets capables de lutter sur leur propre base pour participer activement aux processus de changement social, devenant ainsi de véritables acteurs conscients de leurs intérêts, de leurs luttes et de leur contribution au développement des sociétés dans lesquelles ils s'insèrent.

Ce premier principe de l'importance du sujet, simple en apparence, est pourtant riche du point de vue épistémologique et il a des conséquences théoriques et politiques majeures. Cela veut dire que les individus et les collectivités ne sont pas de simples objets du changement social qui serait mécaniquement le produit de dynamiques entre des structures ou des systèmes. Si les individus et les collectivités sont des sujets susceptibles d'être des acteurs du changement social, comme le montrent les expériences présentées ici, il devient possible et même souhaitable, comme le propose la riche tradition latino-américaine d'éducation populaire, de construire avec les groupes subordonnés organisés

des projets inclusifs de sociétés solidaires. S'ils sont susceptibles de devenir les sujets, voire les acteurs de ces projets de sociétés, c'est qu'ils pourraient cesser d'être considérés comme les réceptacles de projets « révélés » conçus par une élite ou, comme l'a si bien dit Freire (1977), de simples récipients que l'on remplit. Mais cela n'est pas automatique, il implique un travail systématique de conscientisation et d'émancipation.

### *Des sujets agissant dans des dynamiques sociales complexes*

Non seulement observe-t-on le rôle central joué par les sujets des luttes, mais, ce faisant, ils s'inscrivent dans des dynamiques sociales complexes, inhérentes notamment à la richesse de leurs identités et de leurs interactions.

En effet, dans aucun cas n'avons-nous affaire à une identité unique. Qu'il s'agisse d'un paysan autochtone guatémaltèque de l'Alto Verapaz (CONIC), d'une femme paysanne du Paraguay (MCP), d'une paysanne brésilienne de Santa Catarina (MMC), d'une Autochtone colombienne d'Antioquia (OIA) ou équatorienne de Sarayaku, d'un citoyen autochtone mexicain du Chiapas (CIEPAC) ou d'un paysan citoyen brésilien affecté par un barrage (MAB), les identités sont toujours multiples, combinant différentes appartenances, géographiques, ethniques, de classe, de genre, voire de l'organisation elle-même.

C'est ainsi qu'entre autres les identités autochtones sont mises en évidence par les expériences systématisées de la CONIC, de l'OIA, de la communauté de Sarayaku et de celle du Chiapas (CIEPAC), tandis que les identités paysannes le sont par celles de la CONIC, du MCP, du MMC et du MAB et l'identité spécifique aux femmes est centrale pour le MMC, mais est également en phase d'affirmation au sein du MCP, du MAB et du CIEPAC.

D'autre part, les interactions que les sujets ou acteurs sociaux entretiennent au sein de leurs propres organisations et communautés et avec le reste de la société sont elles aussi variées, dépendamment des tensions internes qui émergent, des luttes qui sont menées et des contradictions qui sont vécues. Il en est ainsi des rapports hommes/femmes au sein des organisations mixtes et des communautés, des rapports entre les communautés appartenant à une même organisation, des relations qui se construisent avec divers groupes alliés ainsi que des rapports contradictoires qui se nouent inévitablement avec les groupes dont les intérêts fondamentaux sont opposés.

C'est ainsi qu'au Guatemala la paysannerie maya de la région de San Miguel Tucuru s'est d'abord organisée à la base, à l'échelle des communautés qui se sont ensuite mobilisées entre elles pour obtenir la terre, ceci en alliance avec d'autres secteurs paysans du pays regroupés au sein de la CONIC et avec l'appui d'une partie de l'Église catholique, lutte qui a amené ces communautés à s'opposer aux intérêts des grands propriétaires terriens, eux-mêmes supportés par les autorités locales. En outre, cette lutte révèle un type de rapport entre les hommes et les femmes où ces dernières ont joué un rôle actif, mais ont néanmoins occupé une position subalterne.

Comme on le constate aisément, cette dynamique en apparence locale et restreinte implique de nombreuses interactions, non seulement au sein des communautés et avec les autres acteurs sociaux locaux, mais aussi à l'échelle nationale.

De façon générale, les interactions sont également liées aux multiples identités. Ainsi, une paysanne autochtone de l'OIA de Colombie peut-elle établir des rapports à la fois en tant que femme avec les hommes de son organisation, en tant qu'autochtone avec les autres ethnies et en tant que militante d'une organisation populaire colombienne avec d'autres organisations populaires d'Amérique latine et du monde. Les combinaisons possibles réelles sont nombreuses, ajoutant de la sorte à la complexité des dynamiques sociales qui sont en jeu. Dans le contexte d'une telle complexité, les expériences systématisées nous montrent deux éléments importants concernant les pratiques des organisations.

- ❖ Un premier élément, qui est apparu dans la vaste majorité des expériences, est la capacité et aussi la nécessité de tisser des alliances. C'est ainsi qu'on peut mentionner diverses alliances au sein de la paysannerie (CONIC et MCP), entre organisations autochtones (Sarayaku), entre citoyens (CIEPAC et MAB), avec des mouvements de femmes (MCP, MMC et MAB) et avec l'Église catholique (CONIC, CIEPAC et MAB). Cela permet non seulement d'accumuler une légitimité sociale à l'échelle de l'ensemble de la région et du pays, mais aussi de rassembler une force de pression capable de faire pencher la balance en sa faveur.
- ❖ Le second élément qui ressort des expériences, intimement lié à la nécessité de bâtir des alliances, qui est probablement inhérent à tout processus de transformation sociale, est la difficulté d'affronter la société dans laquelle l'expérience s'insère, c'est-à-dire de faire face aux forces dominantes globales qui s'exercent à l'échelle locale, d'une part, et d'élargir la lutte à l'échelle globale, d'autre part. Qu'il s'agisse d'organisations paysannes luttant pour la terre (CONIC et MCP), de femmes paysannes promouvant la souveraineté alimentaire (MMC), de communautés autochtones défendant leur territoire (OIA, Sarayaku et CIEPAC) ou de citoyens luttant pour une refonte du service d'énergie électrique (CIEPAC et MAB), dans tous les cas les organisations ont dû se protéger et riposter face aux forces sociales dominantes aussi bien dans ses formes coercitives qui se manifestent dans des actes de répression que dans ses formes symboliques qui s'expriment jusque dans la quotidienneté, situation particulièrement évidente dans les rapports entre les hommes et les femmes.

C'est certainement ici, dans les moments où les expériences s'incorporent dans la société globale, que la nécessité d'établir des liens et de tisser des alliances avec d'autres organisations apparaît avec le plus de force comme une condition essentielle à la survie et à la consolidation de mouvements porteurs de projets de changement social. S'il est vrai que l'insertion locale est indéniablement un atout vital, l'articulation globale représente assurément un impératif pour tout processus de transformation sociale profonde. Mais, aussi bien l'insertion locale que l'articulation globale se réalisent toutes deux dans des contextes d'identités plurielles et d'interactions multiples, formant ensemble les contours de dynamiques socioculturelles fort complexes dans lesquelles les organisations ont su agir.

### *Des acteurs mettant de l'avant des alternatives de développement*

On ne peut maintenant douter du fait que les organisations impliquées dans les expériences qui ont été systématisées soient de véritables sujets, acteurs de luttes qui se sont déroulées dans des contextes sociaux caractérisés par la complexité. Ces organisations ont, à travers leurs propositions et leurs pratiques, mis de l'avant leurs propres réponses face aux défis qui ont émergé dans les processus historiques dans lesquels elles ont interagi, réponses riches et variées, témoignant de leur capacité de résister face aux forces de subordination et de mettre leur empreinte dans les dynamiques de changement social. Elles l'ont fait notamment en tant que membres de la classe paysanne et de nations autochtones et en tant que femmes, en défendant les conditions de leur appartenance à ces catégories qui de ce fait sont devenues des catégories d'acteurs sociaux et non de simples catégories-objets prédéterminées par les structures et les systèmes sociaux dans lesquels elles évoluent.

Ainsi, lorsque la CONIC et le MCP ont obtenu la terre, que le MMC a produit des semences natives et que le MAB a mis de l'avant un modèle de production agroécologique, ils ont généré des éléments importants, voire essentiels, pour le futur de la paysannerie, freinant de cette façon la tendance à la dépaysonnisation inhérente au modèle de développement dominant favorisant l'agriculture industrielle. Cela témoigne de la force économique, culturelle et politique de la paysannerie. L'expérience de la CONIC, particulièrement exemplaire, montre comment les communautés mayas de San Miguel Tucuru (CONIC) ont trouvé une faille dans le système qui normalement aurait favorisé les grands propriétaires terriens, en l'occurrence la dette découlant du non paiement de prestations aux travailleurs agricoles, comme moyen pour réclamer la terre. C'est donc dire qu'ils ont fondé leur revendication sur un élément lié à leur prolétarianisation, prolétarianisation correspondant globalement à une menace à leur condition de producteur agricole, donc contribuant à leur décomposition tout au moins partielle. Or, ils ont profité d'un tel élément pour accéder à la terre, c'est-à-dire se reconstituer ou se consolider en tant que paysans et, ce faisant, résister à leur dépaysonnisation. Et cette lutte pour la repaysannisation s'est déroulée au sein d'un paradigme autochtone, celui de la défense de la Terre-Mère et du territoire dans toutes ses dimensions.

Il n'y a pas que la CONIC dont la lutte s'est inscrite dans la défense du territoire et de l'indianité. Les communautés autochtones d'Antioquia (OIA), qui ont conçu leur propre plan d'ethnodéveloppement, ont réussi à exercer un certain contrôle sur leur territoire en exécutant leur plan de gestion forestière et en créant une coopérative. La communauté de Sarayaku quant à elle a reconquis ses droits sur son territoire et a mis de l'avant son propre plan de gestion. Enfin, les communautés autochtones du Chiapas appuyées par le CIEPAC ont pris le contrôle du service d'électricité et ont introduit leur propre modèle de gestion de ce service public dans la perspective explicite de défense du territoire.

Les luttes de la CONIC, de l'OIA, de la communauté de Sarayaku et des communautés du Chiapas, en défendant le territoire, protégeaient en même temps un élément central de leur identité autochtone, s'inscrivant de la sorte dans une démarche de défense de l'indianité qui elle aussi est menacée par le modèle dominant de développement, non seulement par

l'agriculture industrielle, mais aussi par l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles. En outre, la conception, la promotion et l'exécution de plans de développement confèrent à la revendication du territoire une plus grande légitimité et lui donne un sens plus précis en concrétisant le type de développement qui est recherché.

Quant aux femmes, leurs luttes spécifiques se sont manifestées le plus clairement dans l'expérience du MMC qui, faut-il le souligner, est la seule organisation de femmes de ce groupe de systématisation. En mettant de l'avant la souveraineté alimentaire à travers la production de semences natives de même qu'un dialogue au sein des familles paysannes, elles ont amélioré l'auto-estime ainsi que le pouvoir des femmes. Elles ont donc défendu ouvertement et concrètement la condition féminine, plus précisément la reconnaissance du travail des femmes paysannes dans leurs communautés et le renforcement de leur pouvoir.

Trois autres organisations mixtes ont également fait quelques pas notables. D'abord, le MCP qui a créé une coordination des femmes, c'est-à-dire un espace spécifique pour les femmes au sein de l'organisation, lequel est en outre doué d'une certaine autonomie, puisque cette coordination est membre d'un mouvement national de femmes paysannes. Ensuite, il y a le CIEPAC qui a favorisé l'émergence d'espaces spécifiques pour les femmes des communautés et il y a aussi le MAB qui a soumis son projet de modèle énergétique populaire à une réflexion avec les organisations de femmes. Mais, au-delà de ces avancées qui sont réelles, dans toutes les expériences systématisées, sauf pour des raisons évidentes celle du MMC, les femmes apparaissent comme ayant joué un rôle secondaire. S'agit-il là d'une réalité ou d'une déformation découlant du fait que les systématisations n'aient pas su capter et mettre en valeur le rôle joué par les femmes ? Il est impossible de répondre clairement à cette question pour le moment, mais dans les deux cas cela témoigne de la difficulté de transformer réellement et profondément la situation de subordination des femmes, c'est-à-dire de modifier les rapports entre les femmes et les hommes au sein même des organisations et dans la quotidienneté et de contribuer à les transformer également dans la société globale qui par ailleurs conditionne les possibilités de changement dans les organisations et dans l'espace du quotidien.

Au total, la défense et l'affirmation des conditions de l'appartenance à la paysannerie, à une nation autochtone et au genre féminin dénotent la capacité des organisations d'aller au-delà de la résistance ponctuelle à une situation donnée et de proposer des alternatives, d'objectiver les intérêts d'une collectivité dans un projet concret, intégrateur et motivateur et dans une perspective englobante qui lui donne un sens.

### ***Des acteurs sur lesquels il faudra compter***

Il ressort de cette analyse que les populations pauvres organisées d'Amérique latine, en tant que sujets collectifs, sont beaucoup plus que de simples « bénéficiaires ». Elles sont aptes à mettre elles-mêmes de l'avant les intérêts des communautés qu'elles représentent, à lutter contre leur subordination et à s'affirmer comme acteurs sociaux porteurs d'identités et de projets de sociétés. Elles ont un impact plus que significatif dans les dynamiques socioculturelles dans lesquelles elles agissent et nul doute qu'elles possèdent la capacité de

jouer un rôle de premier plan dans les processus de changement social qui façonneront la réalité future des sociétés latino-américaines.

Les pauvres d'Amérique latine, en tant qu'acteurs sociaux, n'ont pas fait sentir leur emprise seulement de façon spécifique, dans leur réalité plus ou moins immédiate, leurs luttes de résistance ont également eu un effet plus général sur l'histoire du continent, notamment dans le procès d'implantation du modèle ultralibéral.

## ACTEURS SOCIAUX II : LA « RÉSISTANCE » CONTRE L'ULTRALIBÉRALISME<sup>12</sup>

L'imposition du modèle ultralibéral, avec toute l'exclusion qu'il a impliquée, n'a pas été acceptée docilement par les groupes sociaux subordonnés qui se sont organisés, ont lutté et ont mis de l'avant des propositions alternatives. En Amérique latine, les différentes luttes ont eu un impact important sur l'histoire du continent.

Une des premières manifestations d'envergure a certainement été le Caracazo, c'est-à-dire la révolte qui a eu lieu dans la capitale vénézuélienne en février 1989 face aux conséquences du plan de libéralisation et de privatisations du gouvernement d'Andrés Perez, lequel impliquait entre autres l'augmentation du prix du transport public. C'est d'ailleurs dans ce pays qu'a été élu le premier gouvernement de gauche ouvertement opposé au néolibéralisme, celui d'Hugo Chavez en 1999.

Au Mexique, c'est précisément le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), symbole par excellence de la mondialisation ultralibérale, qu'a débuté le soulèvement zapatiste, motivé justement en partie par la menace de privatisation des terres publiques (*ejidos*) suite à une modification de la constitution pour que le pays s'adapte aux conditions de l'ALÉNA.

Plusieurs luttes ont débouché sur des victoires significatives face aux politiques néolibérales. Ainsi, le second soulèvement autochtone et paysan de 1994 en Équateur a réussi à mettre en échec l'introduction d'une nouvelle loi de développement agraire qui facilitait la vente des terres communales. En Bolivie, la guerre de l'eau de Cochabamba en 2000 a permis aux citoyens de reprendre le contrôle de l'eau potable qui avait été privatisée au profit de la transnationale Bechtel et la guerre du gaz naturel en 2003 a permis au pays de recouvrer sa souveraineté sur cette importante ressource. En Argentine, lors de la crise économique de 2001-2002, les sans-emploi organisés, ayant souvent des femmes à l'avant-garde, ont récupéré sous des formules autogestionnaires de nombreuses entreprises en faillite. Au Paraguay, un large mouvement populaire a débouché en 2002 sur la dérogation de la loi 1615 de Privatisations. Au Pérou, s'est déroulée une lutte emblématique pour les communautés faisant face à des projets d'extraction de ressources naturelles lorsque les habitants de Tambogrande ont empêché en 2002 l'exploitation d'une mine d'or sur leur

---

<sup>12</sup> Je reprends ici, dans une intention assez différente, une description présentée dans un article sur le modèle de développement en Amérique latine (Cliche 2010).



territoire par la compagnie canadienne Manhattan, ceci notamment par la réalisation d'un plébiscite au cours duquel 94% des suffrages se sont exprimés contre une telle exploitation. Enfin, au Brésil, depuis sa fondation en 1984, le mouvement des sans-terres (MST) a réussi à travers ses occupations, non seulement à effectuer une réforme agraire *de facto* en donnant accès à la terre à des centaines de milliers de familles, mais aussi à créer des milliers de communautés viables pratiquant une agriculture paysanne agroécologique qui sont une alternative vivante face au modèle d'agriculture industrielle basé sur les agrochimiques et orienté vers l'exportation.

Pour terminer, il faut aussi mentionner les mouvements d'opposition au modèle ultralibéral qui se sont dessinés à une échelle plus globale. Ainsi, le mouvement autochtone, qui véhicule des valeurs objectivées dans un projet alternatif de civilisation et qui a eu un impact certain dans des pays comme le Guatemala, l'Équateur et la Bolivie, a célébré pas moins de quatre sommets continentaux depuis le début du millénaire. On pourrait en dire autant du mouvement paysan qui a fait la promotion du modèle agroécologique et qui a introduit le concept de souveraineté alimentaire, ceci aussi bien à travers le mouvement mondial de la *Vía Campesina* que de celui de la *Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo* (CLOC). Il y a aussi eu le mouvement continental contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), avec son instance globale de coordination, l'Alliance sociale continentale, lequel a été particulièrement important au Brésil où, en 2002, un plébiscite a récolté 10 millions de votes, dont 98% contre la signature de cette entente par le gouvernement brésilien, entente qui, faut-il le souligner, n'a jamais vu le jour.

Il ne faudrait pas oublier non plus le mouvement *Jubileo Sur* autour de la question stratégique de la dette extérieure, lequel a exercé une pression pour l'annulation des dettes impayables et immorales. Quant au mouvement des femmes, qui s'est également opposé au néolibéralisme, il s'est non seulement manifesté à travers le grand mouvement de la Marche mondiale des femmes, mais aussi en lien direct avec l'économie (*Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía*) de même qu'au sein des autres mouvements, notamment les mouvements autochtone et paysan qui incluent tous deux des instances propres aux femmes.

Bref, même s'il est indéniable que le modèle de développement ultralibéral a réussi à exercer son emprise sur l'ensemble de l'Amérique latine, il n'en demeure pas moins que la résistance face aux politiques ultralibérales s'est fait sentir un peu partout sur le continent. Qui plus est, elle a été un terreau dans lequel s'est effectuée cette quête d'alternatives dont le virage à gauche en est une manifestation sur la scène politique, ceci depuis la victoire de Chavez en 1999 jusqu'à l'arrivée au pouvoir du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN) au Salvador en juin 2009, en passant par celles d'Evo Morales en Bolivie en 2005 et de Rafael Correa en Équateur l'année suivante.

## Pour CONCLURE

En conclusion, l'analyse des systématisations d'expériences et des luttes de résistance contre l'ultralibéralisme montrent clairement comment les pauvres organisés sont de véritables sujets, acteurs de changement, capables de défendre leurs intérêts, de mettre de l'avant leurs revendications portant tantôt sur des questions davantage ponctuelles, tantôt sur des enjeux plus fondamentaux et de porter leurs propres visions du monde et projets de sociétés. Ils seraient donc aptes à jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre la pauvreté. Cela exigerait cependant que la lutte contre la pauvreté ne se place pas en opposition contre les luttes des organisations des pauvres. Pour cela, il faudrait abandonner l'actuelle stratégie réductionniste et « sécuritaire » des DSRP en osant un véritable dialogue avec les pauvres organisés.

En effet, si on allait au-delà de l'idée sécuritaire d'une pauvreté conçue comme une menace qu'il faut endiguer, si on était sérieux dans notre intention de lutter non pas contre ces « classes dangereuses » (Foucault 1975 : 321-322 et 334) qui nous menacent, mais contre les conditions socioculturelles qui engendrent la misère et les inégalités qui sont au fondement des rapports sociaux de subordination de la majorité de la population, il deviendrait alors évident qu'il faille cesser de considérer les populations appauvries comme de simples « participants bénéficiaires », plus ou moins objets de programmes d'intervention conçus par des experts, et qu'il faille inévitablement compter sur ces femmes et ces hommes pauvres pour recréer ensemble un monde plus juste et plus solidaire. Or, même si les grandes institutions internationales possèdent nombre de diagnostics et d'études fort intéressants et pertinents, incluant même la « voix des pauvres »<sup>13</sup>, on n'en tire malheureusement pas les conséquences dans les DSRP, comme quoi ils n'arrivent pas à avoir un impact significatif dans les actions projetées, tout comme la richesse découlant de la croissance ne parvient pas à percoler vers les pauvres.

Bref, si on voulait réellement lutter contre la pauvreté avec les femmes et les hommes pauvres, il faudrait non seulement écouter leurs voix, il faudrait aussi fomenter leur organisation et tenir compte de leurs visions du monde et de leurs projets de sociétés. Soit, dans le monde actuel, ce n'est peut-être pas ce qui se dessine, mais permettez-moi de rêver. Et si ce rêve ne devenait pas quelque peu réalité, que de tensions et de conflits aurons-nous à l'horizon....

---

<sup>13</sup> Voir le programme de la Banque mondiale « Voices of the Poor », lequel a recueilli les témoignages de 60 000 femmes et hommes pauvres de 60 pays différents : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/0,,contentMDK:20613045~menuPK:336998~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:336992,00.html>

## OUVRAGES CITÉS

- Addison, Tony, Channing Arndt et Finn Tarp. 2010. « The Triple crisis and the Global Architecture. » Helsinki : institut mondial de recherche sur l'économie du développement des Nations Unies (UNU-WIDER) : [http://www.unrisd.org/unrisd/website/events.nsf/b79a596027955ef080256b530039c1c3/15ca193b96902218c12576a3002bd787/\\$FILE/AdissonTarp.pdf](http://www.unrisd.org/unrisd/website/events.nsf/b79a596027955ef080256b530039c1c3/15ca193b96902218c12576a3002bd787/$FILE/AdissonTarp.pdf)
- Arcand, Bernard. 1988. "Il n'y a jamais eu de société de chasseurs-cueilleurs" in *Anthropologie et Sociétés* 12(1): 39-58.
- Arcand, Bernard. 1976. "Cuiva Food production." in *Revue Canadienne de Sociologie et d'Anthropologie* 13(4): 387-396.
- Argenpress/CLACSO. 16-09-2009. "Declaración del Grupo de trabajo de CLACSO: "Economía mundial, corporaciones transnacionales y economías nacionales"" in *Rebelión*: <http://www.rebellion.org/noticias/2009/9/91565.pdf>
- Banque mondiale. 2003. *Guide pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social*. Washington: IBRD.
- Banque mondiale. 2002. "A User's Guide to Poverty and Social Impact Analysis." Texte inédit [Work in Progress]; 2002.
- Bello, Walden. 2009. « Capitalism's crisis and our response. » Focus on the Global South: <http://focusweb.org/capitalism-s-crisis-and-our-response.html>
- Cavagneux, Christian « Le libéralisme après la crise financière » in *La Vie Économique* 1(1) 2009 : [http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/1/4/RVE\\_vol1\\_no1\\_Chavagneux.pdf](http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/1/4/RVE_vol1_no1_Chavagneux.pdf).
- CEPAL. 2009. *Panorama social de América Latina 2009*: <http://www.eclac.org/>
- Chossudovsky, Michel. 2004. *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial*. Montréal : Les Éditions Écosociété.
- Claessen, H.J.M. 2000. *Structural Change. Evolution and Evolutionism in Cultural Anthropology*. Leiden: CNWS.
- Cliche, Paul, Cecilia Díaz et Anne Catherine Kennedy (éd.). À paraître en 2010. *Voces que cuidan y resisten desde las organizaciones indígenas y campesinas. Sistematización y análisis de experiencias en América Latina*. San José (C.R.) : Desarrollo y Paz / CEP- Alforja.
- Cliche, Paul. 2010. « Quels modèles de développement pour l'Amérique latine? » in *Vie économique* 1(3) : <http://www.eve.coop/?r=4>

- Cliche, Paul. 2003 [2005]. « "Réflexion sur les concepts de pauvreté et de développement" in *Travail, capital et société* 36(2): 226-260 : [http://www.lcs-tcs.com/PDFs/36\\_2/04-Cliche.pdf](http://www.lcs-tcs.com/PDFs/36_2/04-Cliche.pdf)
- Cliche, Paul. 1995. *Anthropologie des communautés andines équatoriennes. Entre diable et patron*. Paris : L'Harmattan.
- Davies, James B., Susanna Sandström, Anthony Shorrocks et Edward N. Wolff. 2008. "The World Distribution of Household Wealth." Helsinki : institut mondial de recherche sur l'économie du développement des Nations Unies (UNV-WIDER) : [http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/discussion-papers/2008/en\\_GB/dp2008-03/](http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/discussion-papers/2008/en_GB/dp2008-03/)
- Demirgüç-Kunt, Asli et Luis Servén. 2009. «Are All the Sacred Cows Dead? Implications of the Financial Crisis for the Macro and Financial Policies.» The World Bank Development Research Group Policy Research Working Paper (4807): [http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349\\_20090105103551](http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349_20090105103551)
- FLACSO. 2009. "Efectos sociales de la crisis financiera global en América Latina y el Caribe." San José: FLACSO: [http://www.flacso.org/uploads/media/Efectos\\_sociales\\_de\\_la\\_crisis\\_financiera\\_global\\_en\\_ALyC\\_02.pdf](http://www.flacso.org/uploads/media/Efectos_sociales_de_la_crisis_financiera_global_en_ALyC_02.pdf)
- Foucault, Michel. 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard.
- Freire, Paulo. 1977. *Pédagogie des opprimés. Conscientisation et révolution*. Paris: François Maspero.
- Kay, Cristóbal. 2009. «La persistencia de la pobreza rural en Honduras, Nicaragua y Bolivia: un fracaso del neoliberalismo.» in *Nueva Sociedad* (223) : <http://www.nuso.org/revista.php?n=223>
- Marx, Karl. 1976 [1852]. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris: Éditions Sociales.
- Marx, Karl et Friedrich Engels. 1976 [1846]. *L'idéologie allemande*. Paris: Éditions Sociales.
- Mestrum, Francine. 2002. « De l'utilité de la « lutte contre la pauvreté » pour le nouvel ordre mondial" in *Les Nouveaux Cahiers de l'Institut Universitaire d'Études du Développement* (13); Genève: IUÉD et Paris: PUF: 67-82.
- Morin, Edgard. 1980. *La méthode. Tome II La Vie de la Vie*. Paris : Éditions du Seuil.

- Naudé, Wim et James C. MacGee. 2009. « Wealth Distribution, the Financial Crisis and Entrepreneurship » in *WIDER Angle newsletter*:  
[http://www.wider.unu.edu/publications/newsletter/articles/en\\_GB/10-03-2008-feature-article](http://www.wider.unu.edu/publications/newsletter/articles/en_GB/10-03-2008-feature-article)
- Ocampo, José Antonio. 2009. « La crisis económica global : impactos e implicaciones para América Latina. » in *Nueva Sociedad* (224) : <http://www.nuso.org/revista.php?n=224>
- ONU. 2009. « Recommendations de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale sur la réforme du système monétaire et financier international. » Soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/63/838&TYPE=&referer=http://www.un.org/fr/ga/econcrisissummit/docs.shtml&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/63/838&TYPE=&referer=http://www.un.org/fr/ga/econcrisissummit/docs.shtml&Lang=F)
- Peñafiel, Ricardo. 2000. « L'analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque mondiale. » in Bonnie CAMPBELL (éd.) *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans les domaines social, politique et environnementaux*. Montréal : CÉDIM : <http://www.gripal.ca>
- Rahnema, Majid. 2003. *Quand la misère chasse la pauvreté*. Paris : Fayard / Actes Sud.
- Ruckert, Arne. 2009. "A Decade of Poverty Reduction Strategies in Latin America: Disciplining or Empowering the Poor?" *Labor, Capital, and Society / Travail, capital et société*, 42 (1-2).
- Sahlins, Marshall. 1968. "La première société d'abondance." in *Les temps modernes*. (268); 1968: 641-680.
- Scott, James C. 1998. *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Bringhamton: Yale University Press
- Stiglitz, Joseph E., Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi. 2009. « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. » [Commission créée à l'initiative de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française]
- Testart, Alain. 1981. « Pour une typologie des chasseurs-cueilleurs. » in *Anthropologie et Sociétés* 5(2): 177-221.
- Torche, Florencia et Seymour Spilerman. 2006. "Household Wealth in Latin America." Helsinki : institut mondial de recherche sur l'économie du développement des Nations Unies (UNU-WIDER) : [http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2006/en\\_GB/rp2006-114/](http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2006/en_GB/rp2006-114/)
- Vanbrugghe, Gaëlle. 2004. "Recherche exploratoire sur les « Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté »" Texte inédit [Rapport de stage présenté à l'équipe Amérique latine de Développement et Paix]; Montréal: Développement et Paix.